

(N. 241-bis)

### DISEGNO DI LEGGE

risultante dallo stralcio — deliberato dall'Assemblea nella seduta del  
30 giugno 1977 — della ratifica di una Convenzione

DAL

#### DISEGNO DI LEGGE N. 241

*(« Ratifica ed esecuzione delle seguenti Convenzioni: 1) Convenzione sull'assunzione delle prove all'estero in materia civile e commerciale, adottata a L'Aja il 18 marzo 1970; 2) Convenzione sulla legge applicabile alla responsabilità per danni causati da prodotti, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973; 3) Convenzione sull'amministrazione internazionale delle successioni, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973; 4) Convenzione concernente il riconoscimento e l'esecuzione di decisioni relative alle obbligazioni alimentari, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973; 5) Convenzione sulla legge applicabile alle obbligazioni alimentari, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973 »)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(FORLANI)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia

(BONIFACIO)

*(approvato dal Senato nell'anzidetta seduta)*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sulla legge applicabile alla responsabilità per danni causati da prodotti, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973

**DISEGNO DI LEGGE**  
—**Art. 1.**

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sulla legge applicabile alla responsabilità per danni causati da prodotti, adottata a L'Aja il 2 ottobre 1973.

**Art. 2.**

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 20 della Convenzione stessa.

CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE  
À LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable, dans les relations internationales, à la responsabilité du fait des produits,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

La présente Convention détermine la loi applicable à la responsabilité des fabricants et autres personnes visées à l'article 3 pour les dommages causés par un produit, y compris les dommages résultant d'une description inexacte du produit ou de l'absence d'indication adéquate concernant ses qualités, ses caractères spécifiques ou son mode d'emploi.

Lorsque la propriété ou la jouissance du produit a été transférée à la personne lésée par celle dont la responsabilité est invoquée, la Convention ne s'applique pas dans leurs rapports respectifs.

La présente Convention s'applique quelle que soit la juridiction ou l'autorité appelée à connaître du litige.

Article 2

Au sens de la présente Convention:

a) le mot « produit » comprend les produits naturels et les produits industriels, qu'ils soient bruts ou manufacturés, meubles ou immeubles;

b) le mot « dommage » comprend tout dommage aux personnes ou aux biens, ainsi que la perte économique; toutefois le dommage causé au produit lui-même, ainsi que la perte économique qui en résulte, sont exclus, à moins qu'ils ne s'ajoutent à d'autres dommages;

c) le mot « personne » vise les personnes morales aussi bien que les personnes physiques.

Article 3

La présente Convention s'applique à la responsabilité des personnes suivantes:

- 1) les fabricants de produits finis ou de parties constitutives;
- 2) les producteurs de produits naturels;
- 3) les fournisseurs de produits;
- 4) les autres personnes, y compris les réparateurs et les entrepositaires, constituant la chaîne de préparation et de distribution commerciale des produits.

La présente Convention s'applique aussi à la responsabilité des agents ou préposés de l'une des personnes énumérées ci-dessus.

## Article 4

La loi applicable est la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit, si cet Etat est aussi:

- a) l'Etat de la résidence habituelle de la personne directement lésée, ou
- b) l'Etat de l'établissement principal de la personne dont la responsabilité est invoquée, ou
- c) l'Etat sur le territoire duquel le produit a été acquis par la personne directement lésée.

## Article 5

Nonobstant les dispositions de l'article 4, la loi applicable est la loi interne de l'Etat de la résidence habituelle de la personne directement lésée, si cet Etat est aussi:

- a) l'Etat de l'établissement principal de la personne dont la responsabilité est invoquée, ou
- b) l'Etat sur le territoire duquel le produit a été acquis par la personne directement lésée.

## Article 6

Quand aucune des lois désignées aux articles 4 et 5 ne s'applique, la loi applicable est la loi interne de l'Etat du principal établissement de la personne dont la responsabilité est invoquée, à moins que le demandeur ne se fonde sur la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit.

## Article 7

Ni la loi de l'Etat sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit, ni la loi de l'Etat de la résidence habituelle de la personne directement lésée, prévues par les articles 4, 5 et 6, ne sont applicables si la personne dont la responsabilité est invoquée établit qu'elle ne pouvait pas raisonnablement prévoir que le produit ou ses propres produits de même type seraient mis dans le commerce dans l'Etat considéré.

## Article 8

La loi applicable détermine notamment:

- 1) les conditions et l'étendue de la responsabilité;
- 2) les causes d'exonération, ainsi que toute limitation et tout partage de responsabilité;
- 3) la nature des dommages pouvant donner lieu à réparation;
- 4) les modalités et l'étendue de la réparation;
- 5) la transmissibilité du droit à réparation;
- 6) les personnes ayant droit à réparation du dommage qu'elles ont personnellement subi;
- 7) la responsabilité du commettant du fait de son préposé;
- 8) le fardeau de la preuve, dans la mesure où les règles de la loi applicable à ce sujet font partie du droit de la responsabilité;
- 9) les prescriptions et les déchéances fondées sur l'expiration d'un délai, y compris le point de départ, l'interruption et la suspension des délais.

## Article 9

L'application des articles 4, 5 et 6 ne fait pas obstacle à ce que soient prises en considération les règles de sécurité en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel le produit a été introduit sur le marché.

## Article 10

L'application d'une des lois déclarées compétentes par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

## Article 11

L'application des précédents articles de la présente Convention est indépendante de toute condition de réciprocité. La Convention s'applique même si la loi applicable n'est pas celle d'un Etat contractant.

## Article 12

Lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles en matière de responsabilité du fait des produits, chaque unité territoriale est considérée comme un Etat aux fins de la détermination de la loi applicable selon la Convention.

## Article 13

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière de responsabilité du fait des produits ne sera pas tenu d'appliquer la présente Convention lorsqu'un Etat dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu d'appliquer la loi d'un autre Etat en vertu des articles 4 et 5 de la présente Convention.

## Article 14

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales qui ont leurs propres règles de droit en matière de responsabilité du fait des produits pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à une ou plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

## Article 15

La présente Convention ne déroge pas aux Conventions relatives à des matières particulières auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui concernent la responsabilité du fait des produits.

## Article 16

Tout Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra se réserver le droit:

- 1) de ne pas appliquer les dispositions de l'article 8, chiffre 9;
- 2) de ne pas appliquer la Convention aux produits agricoles bruts.

Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 19, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra à tout moment retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification du retrait.

## Article 17

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

## Article 18

Tout Etat qui n'est devenu membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 20.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Pays-Bas.

## Article 19

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

## Article 20

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 17, alinéa 2.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

— pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

— pour tout Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument d'adhésion;

— pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 19, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans cet article.

#### Article 21

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 20, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

#### Article 22

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 18:

- 1) les signatures, ratifications, acceptations et approbations, visées à l'article 17;
- 2) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 20;
- 3) les adhésions visées à l'article 18 et la date à laquelle elles auront effet;
- 4) les extensions visées à l'article 19 et la date à laquelle elles auront effet;
- 5) les réserves, le retrait des réserves et les déclarations mentionnées aux articles 14, 16 et 19;
- 6) les dénonciations visées à l'article 21.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 2 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

*Pour la République Fédérale d'Allemagne :*

*Pour l'Argentine :*

*Pour l'Autriche :*

*Pour la Belgique :*

*Pour le Brésil :*

*Pour le Canada :*

*Pour le Danemark :*

*Pour l'Égypte :*

*Pour l'Espagne :*

*Pour les États-Unis d'Amérique :*

*Pour la Finlande :*

*Pour la France :*

*Pour la Grèce :*

*Pour l'Irlande :*

*Pour Israël :*

*Pour l'Italie :*

ANTONINO MOROZZO DELLA ROCCA  
6 février 1975

*Pour le Japon :*

*Pour le Luxembourg :*

(s.) ROGER HASTERT

*Pour la Norvège :*

(s.) OTTO CHR. MALTERUD

*Pour le Royaume des Pays-Bas :*

(s.) M. VAN DER STOEL

*Pour le Portugal :*

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :*

*Pour la Suède :*

*Pour la Suisse :*

*Pour la Tchécoslovaquie :*

*Pour la Turquie :*

*Pour la Yougoslavie :*



## TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

CONVENZIONE SULLA LEGGE APPLICABILE ALLA RESPONSABILITÀ  
PER DANNI CAUSATI DA PRODOTTI

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

Desiderando stabilire disposizioni comuni concernenti la legge applicabile, nelle relazioni internazionali, alla responsabilità per danni causati da prodotti,

Hanno deciso di concludere a tal fine una Convenzione ed hanno convenuto quanto segue:

## Articolo 1

La presente Convenzione determina la legge applicabile alla responsabilità dei produttori e delle altre persone di cui all'articolo 3 per danni causati da un prodotto, inclusi i danni causati da una descrizione inesatta del prodotto o dalla mancanza di una adeguata indicazione delle sue qualità, delle sue caratteristiche o delle modalità d'uso.

Qualora la proprietà o il diritto di usare del prodotto sia stato trasferito alla persona lesa dalla persona a cui si attribuisce la responsabilità, la Convenzione non si applica nei loro rispettivi rapporti.

La presente Convenzione si applica qualunque sia la giurisdizione o l'autorità chiamata a giudicare la vertenza.

## Articolo 2

Ai fini della presente Convenzione:

a) la parola « prodotto » comprende prodotti naturali e industriali, greggi o manufatti, mobili o immobili;

b) la parola « danno » significa danno alla persona o ai beni nonché alla perdita economica; tuttavia il danno al prodotto stesso e la conseguente perdita economica sono esclusi a meno che non si aggiungano ad altri danni;

c) la parola « persona » si riferisce sia alle persone giuridiche che alle persone fisiche.

## Articolo 3

La presente Convenzione si applica alle responsabilità delle seguenti persone:

- 1) produttori di un prodotto finito o di una parte componente;
- 2) produttori di prodotti naturali;
- 3) fornitori di prodotti;
- 4) altre persone, compresi i riparatori e i depositari nella catena commerciale di preparazione o di distribuzione dei prodotti.

La presente Convenzione si applica anche alla responsabilità degli agenti o impiegati delle persone di cui sopra.

#### Articolo 4

La legge applicabile è la legge interna dello Stato sul cui territorio si è prodotto il danno, se quello Stato è anche:

- a) lo Stato di residenza abituale della persona direttamente lesa, o
- b) lo Stato dello stabilimento principale della persona ritenuta responsabile; o
- c) lo Stato sul cui territorio è stato acquistato il prodotto dalla persona direttamente lesa.

#### Articolo 5

Nonostante le disposizioni dell'articolo 4 la legge applicabile è la legge interna dello Stato di residenza abituale della persona direttamente lesa, se quello Stato è anche:

- a) lo Stato dello stabilimento principale della persona ritenuta responsabile; o
- b) lo Stato dove è stato acquistato il prodotto dalla persona direttamente lesa.

#### Articolo 6

Quando nessuna delle leggi di cui agli articoli 4 e 5 si applica, la legge applicabile è la legge interna dello Stato in cui si trova lo stabilimento principale della persona ritenuta responsabile a meno che l'attore non basi la sua domanda sulla legge interna dello Stato in cui si è prodotto il danno.

#### Articolo 7

Non si applicano nè la legge dello Stato sul cui territorio si è prodotto il danno nè la legge dello Stato della residenza abituale della persona direttamente lesa, previste dagli articoli 4, 5 e 6, se la persona ritenuta responsabile prova che non poteva ragionevolmente prevedere che il prodotto o i suoi prodotti dello stesso tipo sarebbero stati messi in commercio in quello Stato.

#### Articolo 8

La legge applicabile in base alla presente Convenzione determina in particolare:

- 1) le condizioni e l'entità della responsabilità;
- 2) le cause di esclusione, nonché ogni limitazione ed ogni divisione della responsabilità;
- 3) la natura dei danni che possono dar luogo a risarcimento;
- 4) le modalità e l'entità del risarcimento;
- 5) la trasmissibilità del diritto al risarcimento;
- 6) le persone che hanno diritto al risarcimento del danno da loro personalmente subito;
- 7) la responsabilità del committente per il fatto del suo preposto;
- 8) l'onere della prova, nella misura in cui le norme della legge applicabile a questo riguardo fanno parte della legge sulla responsabilità;
- 9) le prescrizioni e le decadenze basate sulla decorrenza di un termine, ivi compresi l'inizio, l'interruzione e la sospensione dei termini.

## Articolo 9

L'applicazione degli articoli 4, 5 e 6 non esclude che vengano prese in considerazione le norme di condotta e di sicurezza in vigore nello Stato sul cui territorio il prodotto è stato introdotto sul mercato.

## Articolo 10

L'applicazione di una legge dichiarata applicabile ai sensi della presente Convenzione può essere rifiutata solo qualora essa sia manifestamente incompatibile con l'ordine pubblico.

## Articolo 11

L'applicazione degli articoli precedenti è indipendente da qualsiasi condizione di reciprocità. La Convenzione si applica anche se la legge applicabile non è quella di uno Stato contraente.

## Articolo 12

Quando uno Stato comprende diverse unità territoriali ognuna delle quali ha le proprie norme in materia di responsabilità per il fatto dei prodotti, ogni unità territoriale sarà considerata come uno Stato ai fini della determinazione della legge applicabile secondo la Convenzione.

## Articolo 13

Uno Stato nel cui territorio le diverse unità territoriali hanno le loro norme in materia di responsabilità per il fatto dei prodotti non è tenuto ad applicare la presente Convenzione qualora uno Stato con sistema di legge unificata non sia tenuto ad applicare la legge di un altro Stato ai sensi degli articoli 4 e 5 della presente Convenzione.

## Articolo 14

Qualora uno Stato contraente comprenda due o più unità territoriali aventi proprie norme in materia di responsabilità per il fatto dei prodotti esso può, al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione, dichiarare che la presente Convenzione si estende a tutte le sue unità territoriali o solo ad una o più di esse, e può modificare tale dichiarazione presentando un'altra dichiarazione in qualsiasi momento.

Tali dichiarazioni saranno notificate al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi e indicheranno espressamente le unità territoriali a cui si applica la Convenzione.

## Articolo 15

La presente Convenzione non deroga alle altre Convenzioni relative a materie particolari di cui gli Stati contraenti sono o saranno Parti e che contengano disposizioni relative alle responsabilità per il fatto dei prodotti.

## Articolo 16

Ogni Stato contraente potrà, al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione, riservarsi il diritto:

- 1) di non applicare le disposizioni dell'articolo 8, numero 9;
- 2) di non applicare la presente Convenzione ai prodotti agricoli grezzi;

Non sono ammesse altre riserve.

Ogni Stato contraente potrà, all'atto della notifica dell'estensione della Convenzione conformemente all'articolo 19, fare una o più di tali riserve, con effetto limitato a tutti od alcuni dei territori menzionati nell'estensione.

Ogni Stato contraente potrà ritirare in qualsiasi momento una riserva fatta; tale riserva cessa di aver effetto il primo giorno del terzo mese del calendario successivo alla notifica del ritiro.

## Articolo 17

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati Membri della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato nella sua Dodicesima sessione.

Essa sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

## Articolo 18

Gli Stati che sono diventati Membri della Conferenza de L'Aja di diritto internazionale privato dopo la Dodicesima sessione o che sono Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di una istituzione specializzata di tale Organizzazione o che sono Parti allo Statuto della Corte internazionale di Giustizia possono aderire alla presente Convenzione dopo la sua entrata in vigore conformemente all'articolo 20.

Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

## Articolo 19

Ogni Stato può, al momento della firma, ratifica, accettazione, approvazione o adesione, dichiarare che la presente Convenzione si estenderà a tutti i territori per le cui relazioni internazionali è responsabile o ad uno o più di essi. Tale dichiarazione avrà effetto alla data dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato.

Successivamente, ogni estensione di tale natura sarà notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi.

## Articolo 20

La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese del calendario successivo al deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione o approvazione previsto dal paragrafo 2 dell'articolo 17.

Inoltre la Convenzione entrerà in vigore:

— per ogni Stato che la ratifichi, accetti o approvi successivamente, il primo giorno del terzo mese del calendario successivo al deposito del suo strumento di ratifica, accettazione o approvazione;

— per ogni Stato che vi aderisca, il primo giorno del terzo mese del calendario successivo al deposito del suo strumento di adesione;

— per un territorio a cui la Convenzione sia stata estesa ai sensi dell'articolo 19, il primo giorno del terzo mese del calendario successivo alla ratifica prevista in quell'articolo.

#### Articolo 21

La presente Convenzione rimarrà in vigore per cinque anni dalla data della sua entrata in vigore ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo 20, anche per gli Stati che l'abbiano ratificata, accettata, approvata o vi abbiano aderito successivamente.

Salvo denuncia, la Convenzione sarà rinnovata tacitamente ogni cinque anni.

La denuncia sarà notificata al Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi almeno sei mesi prima della scadenza del periodo di cinque anni. Essa potrà limitarsi ad alcuni dei territori a cui si applica la Convenzione. La denuncia avrà effetto solo nei confronti dello Stato che l'ha notificata. La Convenzione resterà in vigore per gli altri Stati contraenti.

#### Articolo 22

Il Ministero degli Affari Esteri dei Paesi Bassi notificherà agli Stati membri della Conferenza nonché agli Stati che avranno aderito conformemente alle disposizioni dell'articolo 18:

- 1) le firme, ratifiche, accettazioni e approvazioni di cui all'articolo 17;
- 2) la data in cui la presente Convenzione entrerà in vigore conformemente alle disposizioni dell'articolo 20;
- 3) le adesioni previste all'articolo 18 e la data in cui esse avranno effetto;
- 4) le estensioni previste all'articolo 19 e le date in cui esse avranno effetto;
- 5) le riserve, il ritiro di riserve e le dichiarazioni di cui agli articoli 14, 16 e 19;
- 6) le denunce di cui all'articolo 21.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a L'Aja, il 2 ottobre 1973, in lingua francese e inglese, i due testi facenti ugualmente fede in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Governo dei Paesi Bassi, e di cui una copia certificata conforme sarà trasmessa attraverso i canali diplomatici ad ognuno degli Stati membri della Conferenza de L'Aja sul diritto internazionale privato nella sua Dodicesima sessione.

*(Seguono le firme).*